



Une lettre ukrainienne de solidarité avec le peuple palestinien

Ballast

2 novembre 2023

Traduction d'un article de Commons | Ballast

Face au drame qui a cours en Palestine, une centaine d'Ukrainiens — intellectuels, militants, syndicalistes, artistes et membres de la société civile — publie, ce jeudi 2 novembre 2023, une lettre ouverte à destination des Palestiniens. Une lettre « de peuple à peuple ». Soumise à l'invasion criminelle russe, l'Ukraine résiste avec l'appui de tous les pouvoirs occidentaux. Mais ces mêmes pouvoirs appuient parallèlement l'anéantissement de la bande de Gaza. Condamnant ce « deux poids, deux mesures » ainsi que le soutien que Volodymyr Zelensky, président ukrainien, apporte au gouvernement d'extrême droite israélien, cette lettre de solidarité internationaliste appelle à cesser la hiérarchisation des souffrances et à un cessez-le-feu, réclamé à travers le monde entier. Nous la traduisons.



Nous, chercheurs, artistes, militants politiques et syndicaux ukrainiens, membres de la société civile, sommes solidaires du peuple de Palestine qui, depuis 75 ans, subit et résiste à l'occupation militaire israélienne, à la séparation, à la violence coloniale, au nettoyage ethnique, à la dépossession des terres et à l'apartheid. Nous écrivons cette lettre de peuple à peuple. Le discours dominant gouvernemental, et même celui de groupes de solidarité qui soutiennent les luttes des Ukrainiens et des Palestiniens, crée souvent des

séparations. Par cette lettre, nous rejetons ces divisions et affirmons notre solidarité avec tous ceux qui sont opprimés et qui luttent pour la liberté. En tant que militants attachés à la liberté, aux droits humains, à la démocratie et à la justice sociale — et tout en reconnaissant pleinement les différences en termes de pouvoir —, nous condamnons fermement les attaques contre les populations civiles, qu'il s'agisse d'Israéliens frappés par le Hamas ou de Palestiniens frappés par les forces d'occupation israéliennes et les gangs de colons armés. Le ciblage délibéré de civils est un crime de guerre. Cela ne justifie toutefois pas la punition collective que subit le peuple palestinien, pas plus que l'identification de tous les habitants de Gaza au Hamas et l'utilisation aveugle du terme de « terrorisme » appliqué à l'ensemble de la résistance palestinienne. Cela ne justifie pas non plus la poursuite de l'occupation. Faisant écho à de multiples résolutions des Nations unies, nous savons qu'il n'y aura pas de paix durable sans justice pour le peuple palestinien.

Le 7 octobre, nous avons été témoins de la violence du Hamas contre les civils en Israël : un événement qui est aujourd'hui pointé du doigt par beaucoup pour diaboliser et déshumaniser la résistance palestinienne dans son ensemble. Le Hamas, organisation islamiste réactionnaire, doit être replacé dans un contexte historique plus large et dans les décennies d'empiètement d'Israël sur les terres palestiniennes, bien avant que cette organisation ne voie le jour à la fin des années 1980. Lors de la Nakba (« catastrophe ») de 1948, plus de 700 000 Palestiniens ont été brutalement chassés de chez eux, des villages entiers ont été massacrés et détruits. Depuis sa création, Israël n'a jamais cessé de poursuivre son expansion coloniale. Les Palestiniens ont été contraints à l'exil,



fragmentés et administrés sous différents régimes. Certains d'entre eux sont des citoyens israéliens victimes de discriminations structurelles et de racisme. Ceux qui vivent en Cisjordanie occupée sont soumis à l'apartheid depuis des décennies de contrôle militaire israélien. Les habitants de la bande de Gaza souffrent du blocus imposé par Israël depuis 2006, qui restreint la circulation des personnes et des biens, entraînant une augmentation de la pauvreté et des privations. Depuis le 7 octobre, et à l'heure où nous écrivons ces lignes, le nombre de morts dans la bande de Gaza s'élève à plus de 8 500 personnes. Les femmes et les enfants représentent plus de 62 % des victimes, tandis que quelque 21 048 personnes ont été blessées. Ces derniers jours, Israël a bombardé des écoles, des zones résidentielles, une église orthodoxe grecque ainsi que plusieurs hôpitaux. Israël a également coupé l'approvisionnement en eau, en électricité et en carburant de la bande de Gaza. Il y a une grave pénurie de nourriture et de médicaments, ce qui provoque l'effondrement total du système de santé.

« Les Palestiniens ont le droit à l'autodétermination et à la résistance contre l'occupation israélienne, tout comme les Ukrainiens ont le droit de résister à l'invasion russe. »

La plupart des médias occidentaux et israéliens justifient ces morts comme de simples dommages collatéraux de la lutte contre le Hamas, mais ne disent rien des civils palestiniens pris pour cible et tués en Cisjordanie occupée. Rien que depuis le début de l'année 2023, avant le 7 octobre, le nombre de morts du côté palestinien s'élevait déjà à 227. Depuis le 7 octobre, 121 civils palestiniens ont été tués en Cisjordanie occupée. Plus de 10 000 prisonniers politiques palestiniens sont actuellement détenus dans les prisons israéliennes. Une paix et une justice durables ne sont possibles qu'avec la fin de l'occupation en cours. Les Palestiniens ont le droit à l'autodétermination et à la résistance contre l'occupation israélienne, tout comme les Ukrainiens ont le droit de résister à l'invasion russe. Notre solidarité vient d'un sentiment de colère face à l'injustice et la profonde douleur qu'on ressent lorsqu'on connaît les effets dévastateurs de l'occupation, du bombardement des infrastructures civiles et du blocus humanitaire, dont nous faisons l'expérience dans notre pays. Certaines parties de l'Ukraine sont occupées depuis 2014 et la communauté internationale n'a, à l'époque, pas réussi à stopper l'agression russe, ignorant la nature impériale et coloniale de la violence armée — laquelle s'est intensifiée le 24 février 2022. Les civils en Ukraine sont bombardés quotidiennement, dans leurs maisons, dans les hôpitaux, aux arrêts de bus, dans les files d'attente pour le pain. En raison de l'occupation russe, des milliers de personnes en Ukraine vivent sans accès à l'eau, à l'électricité ou au chauffage ; ce sont les groupes les



plus vulnérables qui sont les plus touchés par la destruction des infrastructures essentielles. Pendant les mois de siège et de bombardement intensif de Marioupol, il n'y a pas eu de corridor humanitaire. Lorsqu'on voit les Israéliens prendre pour cible les infrastructures civiles à Gaza, le blocus humanitaire israélien et l'occupation du territoire résonnent douloureusement en nous. Depuis ce lieu de douleur, d'expérience et de solidarité, nous appelons nos compatriotes ukrainiens dans le monde entier et tous les peuples à élever la voix pour soutenir le peuple palestinien et condamner le nettoyage ethnique de masse menée actuellement par Israël.

Nous rejetons les déclarations du gouvernement ukrainien, qui exprime un soutien inconditionnel aux actions militaires d'Israël. Nous considérons que les appels à éviter les pertes civiles lancés par le ministère ukrainien des Affaires étrangères sont tardifs et insuffisants. Cette position constitue un recul par rapport au soutien des droits des Palestiniens et à la condamnation de l'occupation israélienne, que l'Ukraine a approuvés durant des décennies, [y compris en votant à l'ONU](#). Conscients du raisonnement géopolitique pragmatique qui sous-tend la décision de l'Ukraine de se faire l'écho des alliés occidentaux, dont nous dépendons pour notre survie, nous considérons que le soutien actuel à Israël et le rejet du droit des Palestiniens à l'autodétermination sont en contradiction avec le propre engagement de l'Ukraine en faveur des droits humains et de la lutte pour notre terre et notre liberté. En tant qu'Ukrainiens, nous devrions être solidaires de ceux qui subissent l'oppression et y résistent. Et non être des oppresseurs. Nous nous opposons fermement à l'assimilation, par certains hommes politiques, de l'aide militaire occidentale à l'Ukraine et à Israël. L'Ukraine n'occupe pas les territoires d'autres peuples mais se bat contre l'occupation russe ; l'aide internationale sert donc une cause juste et la protection du droit international. Israël a occupé et annexé des territoires palestiniens et syriens ; l'aide occidentale qui lui est apportée ratifie un ordre injuste et démontre qu'il y a deux poids, deux mesures en ce qui concerne le droit international.



[Ville de Gaza, 9 octobre 2023 | Majdi Fathi | NurPhoto | AP]

Nous nous opposons à la nouvelle vague d'islamophobie, à l'instar du meurtre brutal d'un enfant palestinien américain âgé de 6 ans et de l'agression de sa famille dans l'Illinois, aux États-Unis, ainsi qu'à l'assimilation de toute critique d'Israël à de l'antisémitisme. Dans le même temps, nous nous opposons à ce que tous les Juifs de par le monde soient tenus pour responsables de la politique de l'État d'Israël : nous condamnons la violence antisémite, telle que celle qui a conduit à l'attaque d'un avion par une foule au Daghestan, en Russie. Nous rejetons également la reprise de la rhétorique de la « guerre contre le terrorisme » utilisée par les États-Unis et l'Union européenne afin de justifier les crimes de guerre et les violations du droit international : cette rhétorique a sapé le système de sécurité internationale et causé d'innombrables morts. Elle a, en sus, été reprise par d'autres États, notamment la Russie, dans le cadre de la guerre menée en Tchétchénie, et la Chine, dans celui du génocide des Ouïghours. Aujourd'hui, Israël l'utilise pour procéder à un nettoyage ethnique.

Appel à l'action

- Nous demandons instamment la mise en œuvre de l'appel au cessez-le-feu lancé par [la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies](#).
- Nous demandons au gouvernement israélien de cesser immédiatement les attaques contre les civils et de fournir une aide humanitaire ; nous insistons sur la levée



immédiate et indéfinie du siège de Gaza et sur une opération de secours urgente pour restaurer les infrastructures civiles. Nous demandons également au gouvernement israélien de mettre fin à l'occupation et de reconnaître le droit des personnes palestiniennes déplacées à retourner sur leurs terres.

- Nous demandons au gouvernement ukrainien de condamner le recours à la terreur étatique et le blocus humanitaire contre la population civile de Gaza et de réaffirmer le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Nous demandons également au gouvernement ukrainien de condamner les agressions délibérées contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée.

- Nous appelons les médias internationaux à cesser de monter les Palestiniens et les Ukrainiens les uns contre les autres : la hiérarchisation des souffrances perpétue la rhétorique raciste et déshumanisent ceux qui sont attaqués.

- Nous avons vu le monde s'unir dans la solidarité pour le peuple ukrainien et nous appelons tout le monde à faire de même pour le peuple palestinien.

Traduit de l'anglais par Ballast | « Ukrainian Letter of Solidarity with Palestinian people »,
Ukrain-Palestine Solidarity Group, Commons, 2 novembre 2023
Photographie de bannière : Gaza, octobre 2023 | Ashraf Amra | Anadolu Agency
Photographie de vignette : ville de Gaza, octobre 2023 | Anadolu Agency | Getty Images

Rebonds

≡ Lire notre traduction « Quand « plus jamais ça » devient un cri de guerre », Natasha Roth-Rowland, novembre 2023

≡ Lire notre traduction « Une pluie de missiles sur Gaza ne sera jamais une solution », Yuval Abraham, octobre 2023

≡ Lire notre traduction « Israël-Palestine : en finir avec l'apartheid est le seul chemin pour la paix », Ronan Burtenshaw, octobre 2023

≡ Lire notre traduction « Les camps de réfugié palestiniens entre résistance et désespoir », Yuval Abraham, octobre 2022

≡ Lire notre entretien avec Alexey Sakhnin : « La victoire sur Poutine viendra de l'intérieur », mars 2022



☰ Lire notre traduction « [Manifeste : socialistes et communistes russes contre la guerre](#) », mars 2022